



# LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE  
JEAN-BAPTISTE SAY

“ Les lumières et la morale  
sont aussi nécessaires au  
maintien de la République  
que le fut le courage pour  
la conquérir. ”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit

Novembre 2023

## « Il est beaucoup moins profitable de se nuire que de se servir mutuellement »



*Alors que la conflictualité sociale, politique et diplomatique semble se maintenir à un niveau élevé et pèse sur l'esprit du temps et sur la capacité de nos sociétés à maintenir ou développer la prospérité collective, il peut être utile de relire ces quelques observations, presque candides :*

« Lorsque nous jetons pour la première fois un regard curieux sur une société nombreuse et civilisée, comme sont la plupart des nations de l'Europe, nous n'apercevons d'abord qu'un amas confus d'êtres humains, habillés de différents costumes, munis de divers instruments, allant de côté et d'autre, ou s'agitant sans changer de place, et occupés d'une multitude de travaux. Pourquoi s'agitent-ils ainsi ? Pour subsister et pour faire subsister leur famille. Comment les familles subsistent-elles ? En consommant les choses nécessaires à la vie, de même que le feu se soutient par l'aliment qu'on lui donne. Mais comment les hommes se procurent-ils leur aliment ? Les uns ravissent-ils aux autres ce que ces derniers possèdent ?

Cette ressource serait précaire et ne tarderait pas à s'épuiser ; car quand on aurait ravi à son voisin ce qu'il a, on ne pourrait lui ravir à nouveau ; le spoliateur mourrait de faim aussi bien que sa victime, ou plutôt ils auraient commencé par se quereller et s'égorger l'un autre. **Les hommes ne tardent pas à s'apercevoir qu'il leur est beaucoup moins profitable de se nuire que de se servir mutuellement.** Et comme leurs besoins sont variés, après s'être adonnés, chacun de son côté, à créer, à se procurer des choses utiles, ils en font des échanges. Tandis que le cultivateur fait pousser du grain et élève des bestiaux pour le négociant, le négociant fait venir des épicereries pour le cultivateur. Tandis que le fabricant de drap prépare l'étoffe qui doit vêtir le médecin, le médecin étudie la structure du corps humain et se met en état de soulager le fabricant de ses maladies. »

Discours d'ouverture du cours d'économie industrielle novembre 1828.  
in Œuvres Diverses chez Guillaumin 1848.

## Analyse économique

Novembre 2023

# États-Unis : des finances publiques inquiétantes

Le vendredi 10 novembre, l'agence de notation Moody's a annoncé revoir sa perspective sur la notation des États-Unis de neutre à négative, ouvrant ainsi la voie à une dégradation dans les prochains mois. Alors que Moody's est la dernière agence à considérer le pays comme un émetteur de qualité maximale, doté de la note AAA, Fitch a dégradé sa note à AA+ en août dernier, et Standard & Poor's l'avait fait en 2011. Les motifs évoqués sont le niveau très élevé des déficits et la polarisation politique.

Il faut dire que l'actualité budgétaire récente aux États-Unis a de quoi valider ces inquiétudes. Fin mai dernier, les États-Unis sont passés près du défaut, après plusieurs mois où la Chambre des Représentants a refusé de voter une augmentation du plafond d'endettement, que le Trésor se doit de respecter. Seul un accord in extremis, sans réel impact sur les finances publiques américaines d'ailleurs, a évité ce scénario du pire. Plus récemment, en l'absence d'accord sur un budget pour l'année fiscale 2024, qui a commencé au 1er octobre, une résolution prolongeant les niveaux de financement de l'année dernière jusqu'au 17 novembre a été votée aux forceps, coûtant au passage sa place au speaker de la chambre Kevin McCarthy, qui a depuis été remplacé par un représentant de la droite du parti républicain Mike Johnson. Ce dernier vient de proposer une résolution budgétaire qui financerait certains ministères jusqu'à mi-janvier et d'autres jusqu'à février. Cette proposition ne s'accompagnant pas de baisse de dépenses, elle provoque la colère de la droite du parti républicain sans pour autant gagner les faveurs de la Maison Blanche et des démocrates. Le risque d'un « shutdown » n'a donc pas disparu. Ce shutdown verrait un certain nombre de départements du gouvernement fédéral à l'arrêt tant qu'un budget n'est pas voté.

La question budgétaire est pourtant bien d'actualité. Malgré une activité économique très bien orientée et un taux de chômage parmi les plus bas des cinquante dernières années, le gouvernement américain affiche un déficit de 6,3% du PIB pour l'année fiscale 2023, parmi les plus hauts de l'histoire américaine hors COVID et périodes de guerre.

Pour bien comprendre les enjeux, un détour par la structure des finances publiques américaines est nécessaire. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les États-Unis ne sont pas un des pays où la dépense publique est la plus faible. La dépense publique américaine représentait 38,5% du PIB en 2019, dernière année avant le COVID. À comparer à une moyenne de 40,8% pour l'OCDE, et un record de 55,4% pour la France. Le niveau américain est proche de celui du Japon mais très supérieur à un pays comme la Suisse à 33,3%.

Les États-Unis sont un État fédéral. En réalité près de la moitié de cette dépense publique est faite au niveau des États. À l'exception du Vermont, ceux-ci ont pour obligation d'exécuter des budgets à l'équilibre. Le déficit provient donc intégralement du niveau fédéral. À ce niveau sont assurées la plus grosse partie des dépenses de protection sociale. Celles-ci ne dépendent pas

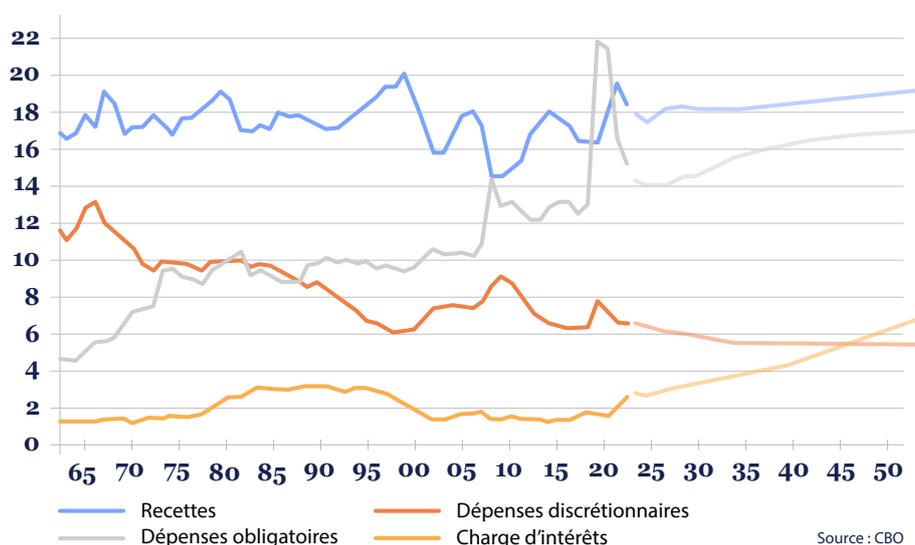
d'un budget mais des droits ouverts par différents programmes. Elles ne sont donc pas votées annuellement, à l'inverse du budget de la sécurité sociale en France. Pour les réduire, il faudrait modifier les droits ouverts par ces programmes tous très populaires.

En revanche tout un ensemble de dépenses sont soumises à un vote annuel. Il s'agit principalement de la défense et d'autres activités régaliennes, mais aussi des départements de l'éducation, des transports ou d'autres dépenses de développement.

Ces dépenses discrétionnaires représentent maintenant une partie relativement limitée de la dépense publique. Sachant que la moitié de celles-ci concerne la défense, un budget sur lequel les coupes sont quasiment un tabou politique, cela ne laisse en fait qu'un peu plus de 3,0% du PIB de dépenses fédérales sur lequel le congrès vote pour essayer de réduire un déficit de 6,0%.

L'équation est d'autant plus insoluble que, comme le montre le graphique ci-dessous, les dépenses obligatoires, principalement de santé et de retraite, vont augmenter structurellement. Comme par ailleurs ces niveaux de déficit mettent la trajectoire de la dette durablement à la hausse, la charge d'intérêts va fortement augmenter. À tel point que l'organisme de chiffrage du budget du congrès estime que le déficit va converger vers 10% à l'horizon de 30 ans, mettant ainsi la dette publique sur une trajectoire encore plus explosive.

### États-Unis : recettes et dépenses fédérales en pourcentage du PIB



La teneur des débats actuels ne semble donc pas à la hauteur des enjeux auxquels les finances publiques américaines sont confrontées. Dans le contexte actuel de polarisation politique, l'obtention d'un consensus sur ces questions semble extrêmement compliquée. Une crise sera-t-elle nécessaire pour que les gouvernants agissent sur ces questions ? SI oui quand se produira-t-elle ? Car comme le disait l'économiste [Rudiger Dornbusch](#), en économie, « les crises mettent toujours beaucoup plus de temps à arriver que ce que l'on pense, mais elles se déroulent alors plus vite que ce que l'on pensait possible. »

Reçu 10/10

Novembre 2023

## René Monory (6 juin 1923-11 avril 2009), centenaire d'une vie exemplaire

*« Personne ne pense que l'État dispose d'une sorte de pépinière d'où il extrairait selon les nécessités des ministres tout faits, nés pour cette fonction et ne servant qu'à cela. Il existe pourtant des hommes, et depuis quelque temps des femmes, que l'opinion considère comme prédisposés à remplir des fonctions ministérielles, des « ministrables » qu'un jour ou l'autre une situation politique favorable confirme dans une fonction pour laquelle ils semblaient faits. Tel n'est pas mon cas. »*

Combat pour le bon sens – Albin Michel 1984.

*« J'aimerais, si mes mots y parviennent, transmettre à quelques jeunes intrépides l'envie de descendre dans l'arène publique.*

*« J'aimerais leur dire : « Allez-y ! Dans le sérail feutré des professionnels de la politique, imposez votre regard, votre sang, votre rêve. Soyez enthousiastes. Soyez têtus, opiniâtres, ayez des convictions et faites-leur confiance, mais surtout n'aimez pas trop le pouvoir ».*

La Volonté d'agir – Odile Jacob 2004

Les célébrations autour du centenaire de René Monory ont été bien timides ou discrètes pour une République qui se glorifie pourtant de sa mémoire et des devoirs qu'elle impose. En dehors du Sénat qu'il présida et de sa Vienne native (Loudun précisément) qu'il représenta, les hommages rendus à Monory n'ont pas été à la hauteur de sa personnalité et de ses réalisations.

C'est vrai que son profil détonne encore plus aujourd'hui qu'hier par rapport à ceux des politiciens habituels, soulignant davantage leur homogénéité et la conformité qui en résulte.

Fils du garagiste de Loudun, il est mécanicien à 15 ans. Très vite il comprend l'intérêt de l'automobile d'occasion dans l'après-guerre et saisit les opportunités de la mécanisation agricole en vendant des tracteurs Massey Ferguson. Il apprend ainsi à pénétrer et connaître le milieu rural qui l'entoure et finit par vouloir aussi lui apporter des solutions plus largement. D'où l'entrée en politique. Maire de Loudun de 1959 à 1999 il sera Sénateur de son département, Ministre du Commerce et de l'artisanat (1977-78) puis Ministre de l'Économie de 1978 à 1981. Il sera Ministre de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur (1986-1988). Il a présidé le Sénat à la suite d'Alain Poher de 1992 à 1998.

Outre son origine et sa formation atypiques, Monory s'est illustré par des convictions simples qui reposaient sur des valeurs : la confiance dans la jeunesse, l'avenir et le progrès, la nécessité de promouvoir l'éducation et la technologie, la liberté d'entreprendre, l'hostilité à la réglementation en général et la promotion de la responsabilité plutôt que du contrôle.

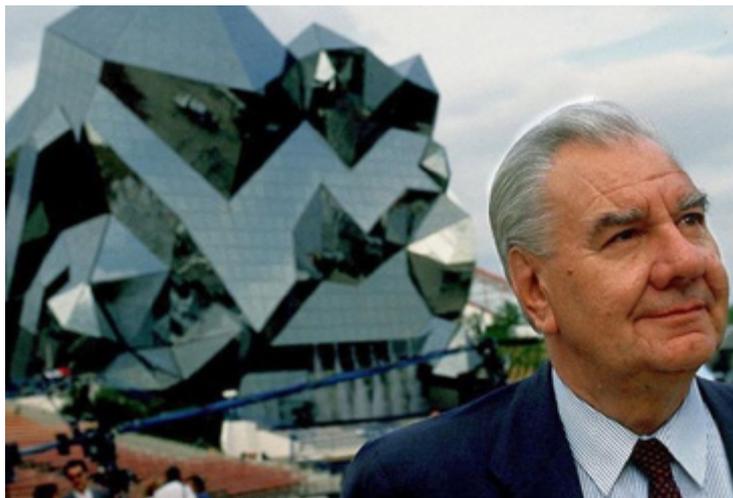
Il savait également compter. Il a développé le marché de l'épargne avec une loi en 1978 qui a permis le financement des entreprises et la création des Sicav : sa loi permettait de déduire (avec un plafond) des revenus imposables les investissements dans les entreprises françaises qui manquaient de fonds propres. Il a libéré les prix des biens industriels et de nombreux biens de consommation et de services. Libération qui sera totale en 1986.

---

Il a conçu et développé le parc du Futuroscope qui cumule plus de 60 millions de visiteurs depuis son ouverture en 1987 et qui en a accueilli presque 2 millions en 2022 en plus d'être un centre de formation et d'éducation qui héberge aussi de nombreuses entreprises sur son technopôle.

Monory plaidait pour que le gouvernement des hommes soit réalisé par des individus aux origines variées : des grandes écoles et de la « base » comme il disait, sans doute moins techniques mais probablement dotés d'un bon sens qui fait souvent défaut aux techniciens. Car ce n'était pas un politicien, mais un homme d'État.

Au souvenir de René Monory, on associera celui de Francis Mer disparu le 31 octobre, ancien Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie (2002-2004), certes polytechnicien, mais également esprit libre et humaniste comme Monory, qui n'aura pas pu cohabiter avec les politiciens professionnels aussi bien que ce dernier.



René Monory, père du Futuroscope - 1999 • © maxppp GERARD PROUST

---

Collé 0/10

Novembre 2023

## L'État et le travail (des fonctionnaires)

Jamais en manque d'idées ni de moyens pour réglementer, juger, critiquer la conduite des entreprises privées dans le domaine du travail, l'État ne se remet guère en question à ce sujet. Sauf via un [énième rapport de la Cour des Comptes](#).

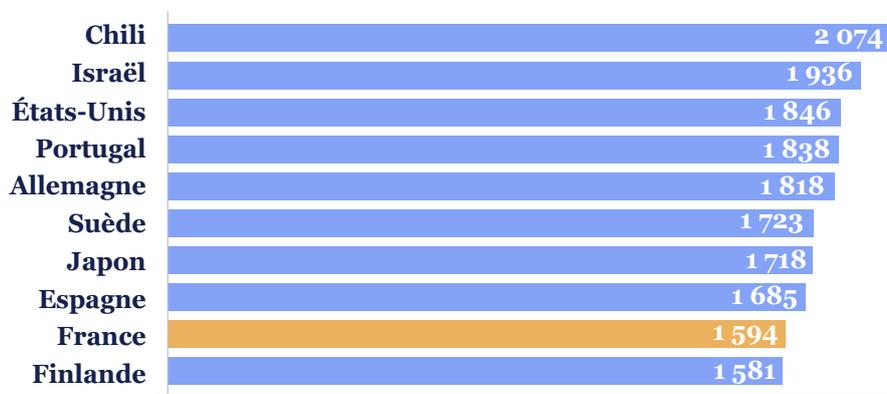
La loi dite « de transformation (sic !) de la fonction publique » de 2019 (LTPF, objet du rapport de la Cour des Comptes) prévoit que l'État et les collectivités locales se mettent enfin aux 35 heures hebdomadaires, en venant de moins ! Les collectivités locales semblent s'être ajustées en dépit de vains recours mais pratiqueraient encore largement les ASA (autorisations spéciales d'absence) qui permettent d'accorder des jours de vacances dans la plus grande obscurité... Et on ne rappellera pas l'absentéisme de nos chers fonctionnaires locaux dans [les communes](#) comme dans [les régions](#). Quant à l'État, qui devrait obtenir 1607 heures de travail (l'équivalent des 35 heures également), il n'a rien entrepris pour s'y conformer, même s'il n'en semble pas très éloigné d'après l'OCDE (chiffres 2016...) qui montrent aussi la très faible quantité de travail produite par ses collaborateurs en comparaison des autres grands pays.

Et la Cour des Comptes de souligner :

« Les régimes dérogatoires au sein de la fonction publique de l'État, dont le rapport de l'Inspection générale des finances de 2019 avait souligné l'ampleur, n'ont pas été revus. En conséquence, la proportion d'agents de l'État travaillant moins de 1 607 heures demeure identique. Elle a même augmenté notamment pour tenir compte de nouvelles situations. »

### La durée de travail des fonctionnaires des administrations centrales

En nombre moyen d'heures travaillées par an, en 2016



Source : Les Échos / OCDE

Vous pourrez donc attendre encore longtemps avant d'obtenir le renouvellement de votre passeport ou de votre carte d'identité !

*Parole d'entrepreneur*

Novembre 2023

## Richard Gaignon – Co-fondateur et Président de 3DCeram

[www.3dceram.com](http://www.3dceram.com)



Richard vient du monde ouvrier. Son père était plombier. Un technicien très qualifié et habile mais pas chef d'entreprise. Comme Richard le dit lui-même, rien ne le prédestinait à une carrière d'entrepreneur. Alors que son père le voit déjà suivre ses traces, sa mère voit son potentiel et l'oriente d'abord vers un BTS. Ses professeurs de secondaire prennent le relais et le poussent à faire Sup et Spé. Puis ce sont les concours aux grandes écoles d'ingénieurs.

Pas vraiment fondu de techno, il intègre l'École Nationale Supérieure de Céramique Industrielle à Limoges. Richard découvre alors les multiples applications industrielles de la céramique. Avec son DEA en poche il envisage un moment la possibilité de faire une thèse aux USA. Mais il est plus attiré par la gestion de projet industriel et l'ingénierie. Et par les voyages.

Il part en tant que VSN travailler pour CERIC, une société française implantée aux États-Unis. Il y construira sa carrière d'ingénieur pendant 20 ans. Occupant successivement les postes de chef de projet, de responsable R&D, de patron de filiale en Allemagne, puis en France, et enfin DG commercial avec sous sa responsabilité 800 personnes pour €150 millions de chiffre d'affaires. Une vraie belle progression professionnelle dans une société à la culture entrepreneuriale très inspirante.

En 2009, Richard quitte CERIC à la suite d'un changement de gouvernance pour reprendre avec son ami de jeunesse, Christophe Chaput, la société dans laquelle ce dernier travaille alors. La société devient 3DCeram. D'abord spécialisé dans la production traditionnelle des pièces en céramique technique (pressage-injection-coulage), 3DCeram sera parmi les premiers à innover avec la production des pièces par impression 3D avec le procédé de [stéréolithographie laser](#) (SLA). L'évolution de son modèle économique l'a conduit aujourd'hui à se spécialiser sur la production des machines elles-mêmes et des consommables – résines et pâtes céramiques. En 2017 le groupe japonais Sinto, leader mondial de la fonderie, investit dans 3DCeram pour financer son développement et prend la majorité du capital, aux côtés de ses deux fondateurs toujours aux manettes.

Avec une équipe de 30 personnes la société réalise un chiffre d'affaires de €6 millions en progression constante, dont 85% à l'export.

### **1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?**

D'une part je ne trouvais plus dans mon job les challenges et l'émulation qui m'avaient porté jusque-là. Je souhaitais reprendre le contrôle de ma destinée.

D'autre part j'ai un problème avec l'autorité et j'ai besoin de liberté. La liberté de faire mes choix, de gérer mon business, de faire mes erreurs et de les assumer.

J'avais l'expérience requise pour me lancer et la perspective de me lancer à deux, avec Christophe et une vraie complémentarité entre nous, a fait pencher la balance.

La baisse substantielle de mes revenus et le risque lié à la nouveauté totale de l'impression 3D à l'époque ne m'ont pas découragé. J'étais prêt.

### **2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?**

L'entrepreneur est un genre particulier. Il doit avoir une vision et vraie énergie pour entreprendre. Au top de la pyramide il doit traiter les problèmes que les autres ne sont pas capables de traiter. Ça demande une forte résilience. Être capable de se projeter, de résister, d'accepter les difficultés et les erreurs, et d'accepter le risque bien sûr.

Dans notre entreprise nous essayons de donner les moyens à tous d'entreprendre, dans un cadre déterminé. De les motiver en leur confiant des responsabilités permettant de trouver du sens en faisant une vraie différence. De leur donner envie.

### **3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?**

Pour moi la première création de valeur est de transformer l'innovation en activité rentable. Une activité qui puisse nous porter financièrement de manière durable.

C'est aussi de développer notre réputation et notre notoriété en tant que pionnier et leader de notre industrie. Et de faire tout ça ensemble dans le plaisir avec une équipe que l'on est content de retrouver.

### **4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?**

**a/** Faciliter l'accès au financement des petites structures sur des petits tickets de l'ordre du million d'euros en laissant le contrôle du capital aux fondateurs.

**b/** Rendre les brevets et la protection de la propriété intellectuelle plus abordables pour les start-ups et les petites entreprises innovantes qui n'ont souvent pas les moyens de protéger cet actif stratégique et valorisant.

**c/** Sensibiliser les entreprises à l'importance de leur marque employeur et l'importance d'investir suffisamment dans le recrutement des talents.

---

---

Novembre 2023

## POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say ([www.cerclejeanbaptistesay.com](http://www.cerclejeanbaptistesay.com)), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

